



Les jongleries de Facebook pour accréditer l'image d'une fausse neutralité dans le conflit israélo-arabe

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2020

madaniya.info 8 juin 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Facebook a procédé à la nomination d'une yéménite et d'une israélienne au sein de son conseil de surveillance, dans une démarche destinée à établir une symétrie dans le traitement du conflit israélo-arabe et accréditée l'image d'une fausse neutralité.

Lancé en janvier 2020, ce conseil est chargé de la «modération de contenu présent sur les plateformes». Plus concrètement, il déterminera les contenus à censurer ou à autoriser sur la plateforme des réseaux sociaux.

Tawakkol Karman, membre de la branche yéménite de la confrérie des Frères Musulmans et Prix Nobel de la Paix 2011, a ainsi été cooptée au conseil de surveillance de Facebook. La nomination de cette yéménite controversée, réputée pour sa versatilité, a soulevé un tollé dans les pétromonarchies.

<https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/tawakkol-karman-facebook-arabie-saoudite-emirats-yemen>

Dans un mouvement parallèle, Facebook a engagé l'ancienne directrice générale du ministère de la justice israélien comme membre de son nouveau conseil de surveillance. Emi Palmor a dirigé le ministère de la justice de 2014 jusqu'à son licenciement l'année dernière. Sous sa direction, le ministère israélien de la justice «a demandé à Facebook de censurer le discours légitime des défenseurs des droits humains et des journalistes parce qu'il était jugé politiquement indésirable», l'accuse un groupement d'organisations de la société civile palestinienne.

Ce groupement a condamné le choix de Palmor, mettant en garde contre son rôle potentiel dans le musellement de la liberté d'expression et la censure des défenseurs des droits humains, en particulier les voix palestiniennes, arabes et musulmanes sur la plateforme.

La promotion concomitante de deux personnalités à la réputation sulfureuse tend à établir une fausse symétrie dans le traitement du conflit israélo-arabe, alors que le parachutage de la yéménite tend à cautionner, de manière sous-jacente, un possible comportement abusif de l'israélienne.

Retour sur ce personnage intrigant, «l'imposture du printemps arabe», première femme arabe titulaire du Prix Nobel de la Paix, au lancement de la séquence dite du «printemps arabe».

Tawakkol Karman: l'imposture du «printemps arabe»

En tant que Prix Nobel de la Paix, elle a donné sa caution à une guerre;
En tant que femme, elle a rallié le pays le plus régressif en matière des Droits de la femme;
En tant que yéménite, elle a rallié les agresseurs de son propre pays, la coalition des pétromonarchies, les pays les plus riches du Monde arabe, contre le plus pauvre d'entre eux.

Une telle forfaiture mériterait une dégradation. Mais dans le règne du pétrodollar, le dollar est Roi, le pétrole aussi et qu'importe si les grands principes moraux sont bafoués.

L'auteure de cette triple imposture n'est autre que Tawakkol Karmane, membre du parti Al Islah, la branche yéménite des Frères Musulmans; un fait occulté par le chœur des laudateurs lors de son attribution de cette distinction, sans doute en raison de la lune de miel entre le bloc atlantiste et les néo-islamistes en vue de geler la revendication arabe sur les débris de la portion congrue de la Palestine.

Pis, Tawakkol Karmane était demandeuse, offerte aux pétrodollars saoudiens. Unique femme membre de la confrérie des Frères Musulmans à avoir décroché un Prix Nobel de la Paix dans l'histoire de l'humanité, Tawakkol Karmane a ainsi rallié l'Arabie saoudite dans la guerre du Yémen contre son propre pays, dans une démarche singulière qui révèle sa triple imposture.

L'activiste yéménite s'était distinguée par ses critiques incisives contre le royaume saoudien et ses ingérences permanentes dans la vie politique du Yémen, ainsi que pour son rôle dans le soulèvement contre le précédent régime du Général Ali Abdallah Saleh, ancien protégé de la dynastie wahhabite.

Indice d'une grave confusion mentale, Tawakkol Karmane, première femme arabe à être distinguée du prestigieux Prix Nobel de la Paix, s'est ralliée au régime le plus régressif concernant les droits de la femme.

Sans la moindre objection sur le statut ultra restrictif de la femme en Arabie saoudite, sans la moindre préoccupation quant à une possible réforme future du statut de la femme saoudienne, ni non plus sur une promesse d'aide à la libéralisation du statut de la femme au Yémen où 57 % des femmes, analphabètes, subissent la loi patriarcale du «mariage forcé».

Tawakkol Karmane a donné son accord pour «servir de passerelle entre la jeunesse yéménite et le gouvernement de Ryad». Sans le moindre marchandage. Par sectarisme en ce que la passionaria yéménite de la liberté est en fait un membre influent du parti Al Islah, l'émanation yéménite de la Confrérie des Frères Musulmans.

Tout cela au nom du «combat contre les Houthistes», précise un câble wikileaks. Mais devant la tournure des événements, et sans doute les revers essuyés par les pétromonarchies, elle s'est révisée depuis. Mais le mal était déjà fait.

Mariée et mère de trois enfants, fille d'Abdallah Salem Karman, un ancien membre du gouvernement Ali Abdallah Saleh, longtemps sous la houlette saoudienne, elle fera sensation, en 2004, en ôtant le Niqab dans un geste spectaculaire de défi et de libération, lors d'une conférence sur les droits humains.

Mais sous le voile de liberté perce la supercherie: Première femme arabe et deuxième femme musulmane (après Shirine Ebadi - Iran en 2003) à être nobélisée, son ONG «Women Journalist Without Chains» (Femmes journalistes sans chaînes) a reçu, en coulisses, des

subventions de la NED pendant les trois années précédant le «printemps arabe de l'ordre de 150.000 dollars, sur un total de 4,5 millions de dollars aux ONG yéménites: 631.532 dollars, en 2009, et le double (1.231.318), en 2010. National Endowment for Democracy a été fondée en 1983 par le président ultra-conservateur américain Ronald Reagan

Pour compléter le tableau, elle est la soeur de Safa Karman, journaliste à Al Jazira, la chaîne transfrontière arabe du Qatar, chef de file de la contre révolution néo-islamiste dans le Monde arabe, dont le directeur de l'époque, Waddah Khanfar a d'ailleurs été désigné comme l'une des «100 personnalités les plus influentes du Monde en 2011».

L'entrée en force des amis de Georges Soros au sein du conseil de surveillance de Facebook.

Le nom de Waddah Khanfar figure aux côtés de celui du chef du parti islamiste tunisien An Nahda de Rached Ghannouchi, de l'inévitable Bernard Henry Levy, le fossoyeur de la Libye. et du «sang mêlé» Nicolas Sarkozy.

Pour prendre connaissance de la liste complète des lauréats, cf ce lien: <https://www.renenaba.com/libye-an-iii-post-kadhafi-epilogue-les-laureats-du-printemps-arabe/>

Waddah Khanfar, ancien interface des services américains à la tête d'Al Jazira, pantoufle désormais au sein du Conseil d'administration d'«Open Society» du milliardaire Georges Soros, un des grands financiers des cyber-activistes arabes du printemps néo-islamiste. Il préside en outre la version arabe du «[Huffington Post](#)» .

Le parcours de Waddah Khanfar résume à lui seul la confusion mentale arabe, la duplicité de son ancien employeur, le Qatar. Sous l'ère Waddah Khanfar, Al Jazeera est passé sans coup férir d'un des prescripteurs de l'ordre mondial de l'information en lanceur d'alerte des menées islamo-atlantistes contre les pays arabes. Un «indic» en somme.

Ancien journaliste de la chaîne gouvernementale américaine «Voice of America», ce palestinien natif de Djénine, en Cisjordanie occupée, était parent par alliance de l'ancien premier ministre jordanien Wasfi Tall, surnommé le «boucher d'Amman» pour sa répression des Palestiniens lors du septembre noir jordanien (1970), dont il a épousé la nièce.

Cet Islamiste notoire était aussi un interlocuteur des services de renseignements de l'US Army. Une opacité typique du comportement du Qatar. Propulsé à la direction de la chaîne Al Jazeera par son ami libyen, Mahmoud Jibril, il sera remercié de la chaîne, en 2011, au terme de l'épisode libyen, mais gratifié de la distinction américaine. Maigre consolation. L'homme a quitté la scène publique, avec de substantielles indemnités, sans bruits, emportant avec lui ses secrets et sa part d'ombre, les raisons de sa gloire et de sa disgrâce.

Le printemps arabe de 2011 n'a pas fini de livrer ses secrets d'alcôve, ses magouilles, ses turpitudes et surtout ses impostures.

Mieux. Parmi les autres membres cooptés figurent deux responsables de l'«Open Society», dont le fondateur est Georges Soros:

- Afia Asantewaa Asare-Kyei, manager à l'Open Society Initiative pour l'Afrique de l'Ouest, pilotée par l'Open Society Foundations de George Soros.
- Andrés Sajó, fondateur avec George Soros, de l'Université d'Europe centrale.

Illustration en vedette : commons.wikimedia.org

La source originale de cet article est [madaniya.info](https://www.madaniya.info)

Copyright © [René Naba](https://www.madaniya.info), [madaniya.info](https://www.madaniya.info), 2020

Articles Par : [René Naba](https://www.madaniya.info)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca